
COORDONNEES DU MAITRE D'OUVRAGE

Commune de CHARAVINES

Mairie de Charavines

15 Place de l'Eglise

38850 CHARAVINES

Tel : 04 76 06 60 09

OBJET DE L'ENQUETE PUBLIQUE

La présente enquête publique porte sur le zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune de CHARAVINES.

TEXTES REGISSANT L'ENQUETE PUBLIQUE

La réalisation du zonage des eaux pluviales est soumise à enquête publique conformément aux dispositions du **décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011** portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement.

L'ensemble de ces textes est codifié aux :

- articles L.123-1 à L.123-19 et R.123-1 et suivants du **Code de l'Environnement** relatif à l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement ;
- articles L.2224-8 et 10 et R.2224-8 à R.2224-9 du **Code Général des Collectivités Territoriales** ;

INSERTION DE L'ENQUETE PUBLIQUE DANS LA PROCEDURE ADMINISTRATIVE

La commune de CHARAVINES a décidé d'élaborer un zonage d'assainissement des eaux pluviales, en parallèle de la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le projet de zonage des eaux pluviales est soumis à une demande d'examen au cas par cas sur l'éligibilité à évaluation environnementale en application de l'article R.122-17-II-4° du Code de l'Environnement auprès de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement, i.e. le Préfet de l'Isère.

La commune de CHARAVINES a sollicité, le 04/03/2020, l'examen au cas par cas de l'Autorité Environnementale dans la cadre de la procédure d'élaboration de son zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales.

Le 04/05/2020, l'Autorité Environnementale a décidé que le projet d'élaboration du zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales n'était pas soumis à évaluation environnementale.

Le projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales est soumis à enquête publique dans le cadre d'une enquête publique environnementale unique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement comprenant également le dossier de projet de Plan Local d'Urbanisme arrêté.

L'enquête publique, durant laquelle des permanences de la commission d'enquête et la mise à disposition du dossier au public sont assurées, permettra à chacun de consulter le projet et d'émettre des avis.

Dans le délai d'un mois qui suit la clôture de l'enquête, la commission d'enquête examine les observations consignées ou annexées au registre d'enquête publique, établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et rédige des conclusions motivées en précisant si elles sont favorables ou défavorables.

Le zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales est ensuite approuvé par le conseil municipal, qui analysera les observations et propositions recueillies au cours de l'enquête pour prendre sa décision et apporter d'éventuels ajustements au dossier.

Cette délibération, suivie des mesures de publicité, met un terme à la procédure du zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales.

LES CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET DE ZONAGE PLUVIAL

Le zonage pluvial est une phase essentielle dans l'élaboration d'une stratégie de gestion des eaux pluviales. Il permet d'intervenir au niveau des zones urbaines déjà desservies par le réseau collectif, des zones d'urbanisations futures et des zones naturelles ou agricoles.

Le plan de zonage de l'assainissement pluvial est destiné à définir sur la commune les secteurs auxquels s'appliquent **différentes prescriptions d'ordre technique et/ou réglementaire**. En pratique, ce zonage correspond à un **découpage de la commune en secteurs homogènes**.

Concrètement, d'après l'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, **le zonage pluvial doit délimiter**, après enquête publique :

- les zones dans lesquelles des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols, assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel, et en tant que de besoin le traitement des eaux pluviales.

D'un point de vue financier, l'extension, l'adaptation et le redimensionnement des réseaux traditionnels représentent des investissements importants, et plus particulièrement dans les opérations d'aménagement où la part du pluvial reste prépondérante dans la réalisation des réseaux humides.

Les **nouvelles stratégies d'assainissement pluvial** offrent la possibilité et l'intérêt d'un **transfert partiel ou complet de charge sur les particuliers**, solutions alternatives traitant les problèmes à la source, en combinaison avec l'intervention publique.

Ainsi, il est envisagé d'axer la politique communale vers des **principes de compensation** des effets négatifs de cette imperméabilisation. Il sera alors exigé des aménageurs qu'ils compensent toute augmentation du ruissellement induit par la création ou l'extension de bâtis, par la mise en œuvre de dispositifs de rétention des eaux pluviales ou d'autres **techniques alternatives**, comme la mise en place de système d'infiltration à la parcelle. L'objectif de base demeurant la **non-aggravation de l'état actuel**, la réponse offerte par l'imposition de ces techniques privatives est équivalente à une limitation de l'imperméabilisation, **sans toutefois priver la collectivité des aménagements** (individuels ou collectifs) auxquels elle peut prétendre.

Les techniques alternatives sus évoquées reposent sur la **réattribution aux surfaces de ruissellement de leur rôle initial de régulateur avant leur imperméabilisation**, par rétention et/ou infiltration des volumes générés localement. Elles présentent l'avantage d'être globalement **moins coûteuses que la mise en place ou le renforcement d'un réseau pluvial classique**.

L'infiltration est toutefois à proscrire dans les zones de glissements. Ainsi, tout nouvel aménagement dans ces zones de glissements est soumis à la faisabilité d'un rejet au réseau public. Ce rejet, à débit limité, est précédé d'une rétention dont le calcul du volume est défini dans la note pluviale jointe au PLU (cf annexe du schéma directeur de gestion des eaux pluviales). Dans les secteurs en risque de glissement et pour lesquelles aucun rejet au réseau public n'est envisageable, la construction est à proscrire.

Conformément à ces nouvelles stratégies, la commune de CHARAVINES a donc décidé d'édicter des règles et des contraintes et délimité sur tout le territoire communal, des zones de maîtrise de l'imperméabilisation et des zones de maîtrise de ruissellement. Il s'agit d'opérer un contrôle et une maîtrise des écoulements pluviaux à la « source » afin de limiter les flux hydrauliques collectés sur les ouvrages publics. Ainsi, pour tout permis de construire ou déclaration de travaux modifiant l'imperméabilisation d'une parcelle, une prise en compte des contraintes de rejet devra être prise en compte.

RESUME DES PRINCIPALES RAISONS POUR LESQUELLES, NOTAMMENT DU POINT DE VUE DE L'ENVIRONNEMENT, LE PROJET SOUMIS A ENQUETE A ETE RETENU

La commune de CHARAVINES a connu plusieurs problèmes liés aux eaux pluviales.

- Cuchet : la pente et la configuration du chemin du Cuchet concentrent les ruissellements jusqu'au bas de ce dernier où deux habitations placées perpendiculairement à l'axe des écoulements se trouvent fortement impactées
- La Fabrique : le chemin de la Gorge canalise un écoulement en forte pente jusqu'à la RD. Les ouvrages permettant de passer sous la RD sont sous-dimensionnés. La commune a mémoire d'un évènement pendant lequel le chemin a débordé plus en amont provoquant un ruissellement important à travers une grange.
- Bernardière : la surverse d'un ancien réservoir d'alimentation en eau potable hors service et les écoulements issus d'un bassin versant amont d'une superficie importante créent un écoulement quasi-pérenne.
- Montfollet : Ruissellements importants en provenance du haut et canalisé par la voirie jusqu'à un petit ouvrage de gestion des eaux pluviales de type puits, sous-dimensionné.
- Janin : le réseau EP draine une partie des eaux de voirie, ainsi qu'un chemin qui ruisselle vers ce même réseau. En revanche, une partie de la voirie, plus basse, n'est pas assainie et le ruissellement est canalisé à travers les propriétés par les riverains.
- Louisias : fort ruissellement depuis la Grande Gorge qui peut venir saturer le bassin d'orage situé en aval du hameau. Un évènement majeur a provoqué des ruissellements jusqu'à La Caserne.

La commune envisage :

- Cuchet : nouveau caveau grille de 1 m de largeur sur 40 cm de profondeur sur toute la largeur de la voirie
- La Fabrique : emplacement réservé pour mise en œuvre d'un bassin d'orage et servitude d'écoulement le long du fossé en cas de débordement
- Bernardière : bassin d'orage à étudier dans le cadre de la GEMAPI
- Montfollet : servitudes pour création d'un fossé pour l'écoulement des eaux pluviales
- Janin : connecter au fossé les sorties pluviales qui sortent actuellement sur le chemin piéton.
- Louisias : curage et entretien de la plage de dépôt et approfondissement pour donner un rôle de bassin d'orage ; et sous le bassin d'orage existant, servitudes d'inondation contrôlée et de traits de labour perpendiculairement au sens de plus grande pente

La taille des ouvrages publics ne peut être techniquement et financièrement augmentée sans cesse. Une nouvelle politique de maîtrise et de gestion des eaux de ruissellement doit être mise en œuvre. Cette politique va dans le sens d'une gestion « amont » des eaux pluviales destinée à :

- assurer la pérennité hydraulique des ouvrages existants **en évitant l'accroissement de la dimension des ouvrages en domaine public,**
- **limiter les volumes et débits** dirigés vers les exutoires naturels ainsi que la fréquence des risques d'inondation des zones exposées,
- **limiter l'impact sur le milieu naturel** en maîtrisant la pollution pouvant être rejetée par les eaux pluviales.

Par ailleurs, le territoire communal présente des dispositions vis-à-vis des caractéristiques d'urbanisation, de type de réseaux (dimensionnement), d'exutoire (réseau, fossé) et de sensibilité (zone de ruissellement, de glissement de terrain) ce qui nécessite des prescriptions différentes suivant les secteurs.